

## Les dépenses militaires dans l'Union européenne en 2023

François ECALLE

Cette note présente les dépenses militaires des pays de l'Union européenne estimées par Eurostat pour 2023 en décomposant l'ensemble des dépenses publiques par fonctions (éducation, santé...).

**En 2023, avec des dépenses militaires qui représentaient 1,8 % du PIB, la France se situait au huitième rang de l'Union européenne, dont la moyenne était seulement de 1,3 % du PIB. Seuls les pays baltes, la Grèce et la Pologne avaient atteint ou dépassé l'objectif de 2,0 % du PIB fixé par l'OTAN. Les dépenses de 7 pays, dont l'Espagne et la Belgique, étaient inférieures ou égales à 1,0 % du PIB. Celles de l'Allemagne ne représentaient que 1,1 % de son PIB.**

**Les investissements militaires ont représenté 0,3 % du PIB dans l'Union européenne en 2023 en moyenne, comme en France. Leur poids était supérieur à 0,5 % du PIB dans les pays baltes, en Pologne, à Chypre et en Hongrie. Il était de 0,2 % du PIB en Allemagne.**

**Les dépenses militaires des pays de l'Union européenne sont seulement passées de 1,2 % du PIB en 2021, dernière année avant l'agression russe contre l'Ukraine, à 1,3 % du PIB en 2023, première année complète après cette agression. Cette augmentation de 0,1 point de PIB, observée également en France et en Allemagne, est insignifiante. La hausse a été très significative (au moins 0,5 point de PIB) en Hongrie, dans les pays baltes, en Pologne, au Danemark et en Suède. Une baisse a eu lieu dans quelques pays, notamment en Italie.**

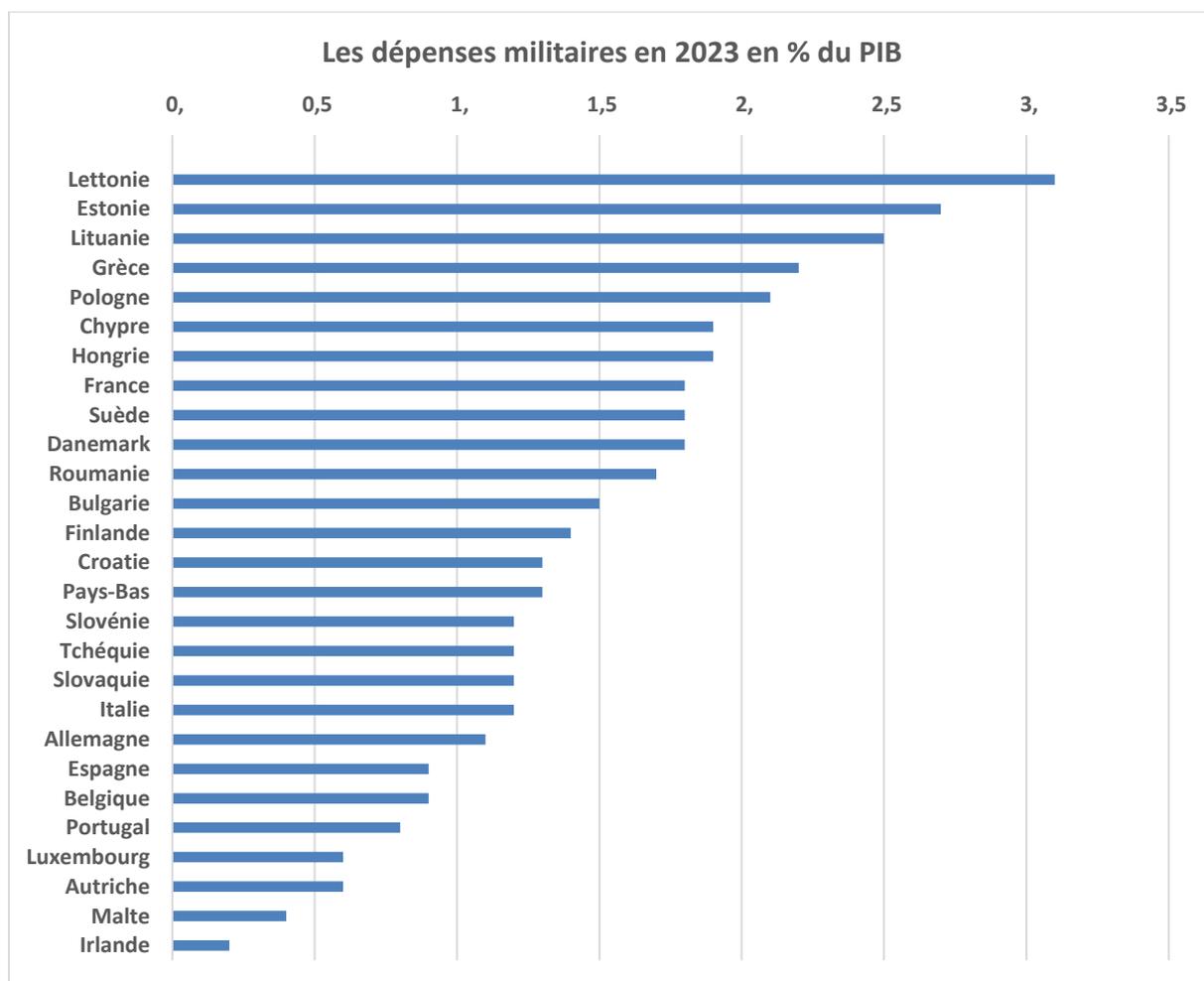
**Les dépenses militaires estimées par l'OTAN s'appuient sur une méthodologie un peu différente de celle d'Eurostat et sont en général plus élevées. Pour 2023, elles étaient de 3,2 % du PIB aux Etats-Unis, de 2,3 % au Royaume-Uni, de 2,0 % en France et de 1,6 % en Allemagne. Elles étaient supérieures à 2,0 % du PIB dans seulement neuf pays européens.**

### A) Les dépenses militaires en 2023 selon Eurostat

Les dépenses militaires [comptabilisées par Eurostat](#) sont cohérentes avec ses estimations des autres dépenses publiques. Elles incluent les cotisations des ministères de la Défense aux régimes de retraite des fonctionnaires civils et militaires. Elles comprennent également le coût de l'aide militaire à des pays étrangers. En revanche, elles n'incluent pas les dépenses des forces de l'ordre telles que la gendarmerie en France.

En 2014, les ministres de la défense des pays de l'OTAN sont convenus de porter les dépenses militaires à au moins 2,0 % du PIB, sans fixer un horizon précis pour atteindre cet objectif.

En 2023, avec des dépenses militaires qui représentaient 1,8 % du PIB, la France se situait au huitième rang de l'Union européenne, dont la moyenne était seulement de 1,3 % du PIB. Seuls les pays baltes, la Grèce et la Pologne avaient atteint ou dépassé l'objectif de 2,0 % du PIB. Les dépenses de 7 pays, dont l'Espagne et la Belgique, étaient inférieures ou égales à 1,0 % du PIB. Celles de l'Allemagne ne représentaient que 1,1 % de son PIB.



Source : Eurostat ; FIPECO.

Les dépenses militaires en euros se sont élevées à 227 Md€ dans l'ensemble de l'Union européenne en 2023, dont 52 Md€ pour la France, 46 Md€ pour l'Allemagne, 26 Md€ pour l'Italie et 15 Md€ pour la Pologne. Celles des autres pays sont plus faibles.

L'aide militaire à des pays étrangers comptait pour 0,1 % du PIB en moyenne dans l'Union européenne et en France. Elle n'était significative que pour la Slovaquie (1,2 % du PIB), le Danemark (0,5 % du PIB) et la Lettonie (0,4 % du PIB). En Allemagne, elle représentait 0,2 % du PIB.

Les investissements militaires (la formation brute de capital fixe en comptabilité nationale) ont représenté 0,3 % du PIB dans l'Union européenne en 2023 en moyenne, comme en

France. Leur poids était supérieur à 0,5 % du PIB dans les pays baltes, en Pologne, à Chypre et en Hongrie. Il était de 0,2 % du PIB en Allemagne.

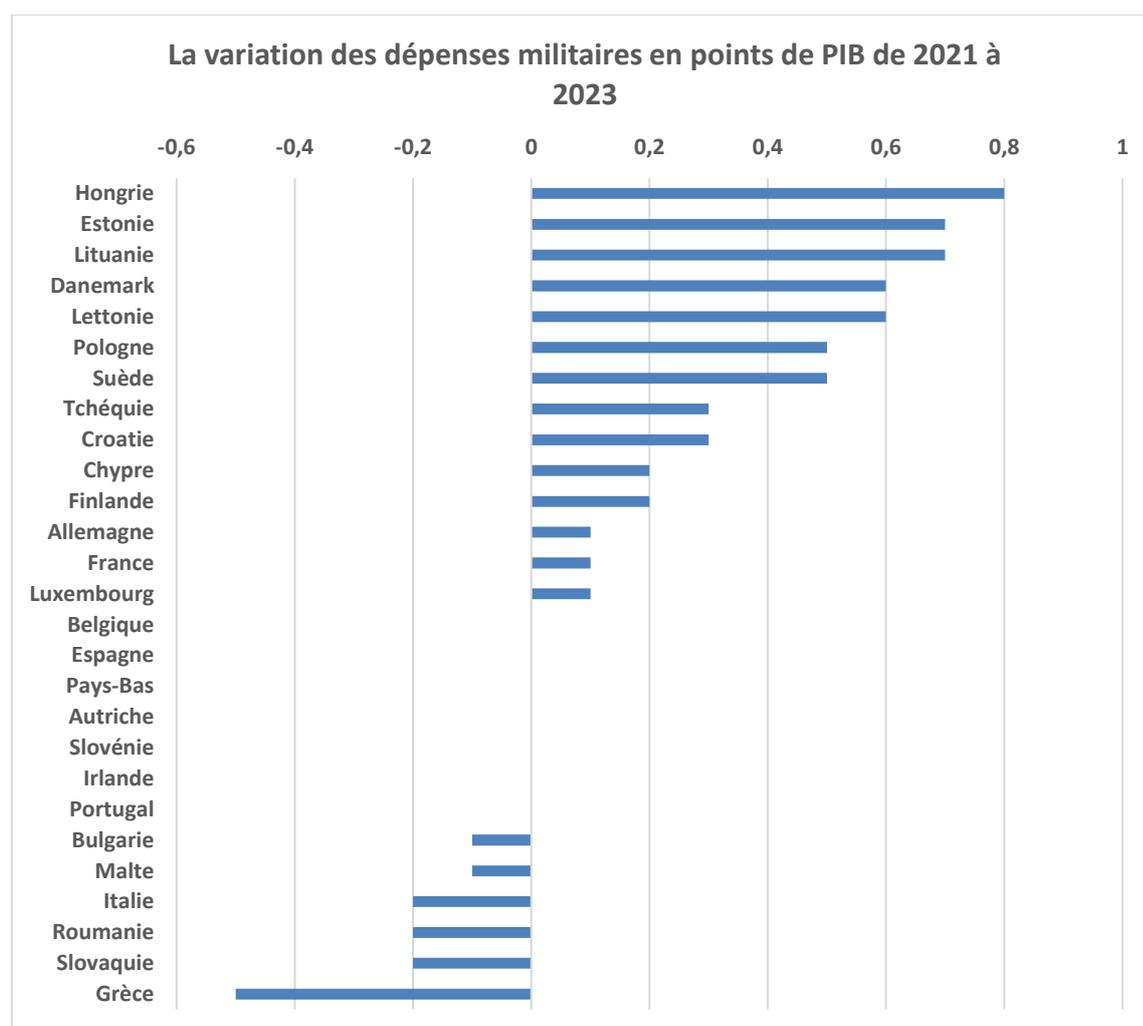
L'OCDE publie une décomposition des dépenses publiques par fonction qui est identique à celle d'Eurostat et publie donc les mêmes dépenses militaires.

## B) Les dépenses militaires de 2021 à 2023 selon Eurostat

Les dépenses militaires des pays de l'Union européenne sont passées de 1,2 % du PIB en 2021, dernière année avant l'agression russe massive contre l'Ukraine, à 1,3 % du PIB en 2023, première année complète après cette agression. Cette augmentation de 0,1 point de PIB, observée également en France et en Allemagne, est insignifiante.

La hausse a été très significative (au moins 0,5 point de PIB) en Hongrie, dans les pays baltes, en Pologne, au Danemark et en Suède.

Une baisse a été observée dans quelques pays, notamment l'Italie. Elle a été particulièrement forte en Grèce, mais les dépenses militaires y étaient très élevées en 2021 et le sont restées en 2023.



Source : Eurostat ; FIPECO

### C) Les dépenses militaires en 2023 selon l'OTAN

L'OTAN estime [les dépenses militaires](#) des pays de l'organisation en y incluant les pensions payées directement aux militaires et personnels civils retraités ou les cotisations à leurs régimes de retraite ainsi que l'aide militaire à des pays étrangers. Elle y inclut également une partie des dépenses des forces de l'ordre telles que la gendarmerie et, plus généralement, le coût de la composante militaire d'activités duales (recherche développement, infrastructures partagées comme les aérodromes...) alors qu'Eurostat les classe souvent dans d'autres fonctions de sa nomenclature comme les transports. En conséquence, les dépenses militaires déclarées à l'OTAN par les pays membres de l'organisation sont souvent plus élevées que celles retenues par Eurostat<sup>1</sup>.

En outre, l'OTAN estime les dépenses militaires sur la base de la comptabilité budgétaire des états, qui est le plus souvent une comptabilité de caisse, alors qu'Eurostat les estime en comptabilité nationale, qui est une comptabilité en droits constatés. Les dates d'enregistrement des opérations ne sont donc pas les mêmes (paiement en comptabilité budgétaire et livraison en comptabilité nationale), ce qui peut induire des écarts significatifs pour les achats de gros matériels comme des navires.

Enfin les ratios dépenses militaires / PIB publiés par l'OTAN sont calculés en retenant les prix de 2015 et non les prix courants comme Eurostat.

Les dépenses militaires de l'ensemble des pays de l'organisation sont ainsi estimées à 2,5 % du PIB en 2023, mais cette moyenne est fortement tirée vers le haut par les Etats-Unis (3,2 % du PIB). Hors Etats-Unis, la moyenne est de 1,8 % du PIB. Parmi les pays hors de l'Union européenne qui appartiennent à l'alliance Atlantique, le Royaume-Uni avait des dépenses militaires égales à 2,3 % du PIB, le Canada à 1,3 % du PIB et la Turquie à 1,5 % du PIB.

Les pays européens dont les dépenses militaires étaient supérieures à 2,0 % du PIB en 2023 étaient : le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et le Royaume-Uni. Ce ratio était exactement de 1,96 % du PIB en France.

Les fichiers mis en ligne par l'OTAN comprennent également les dépenses militaires et les PIB aux prix courants en dollars, ce qui permet de calculer des ratios dépenses militaires / PIB aux prix courants. Les ratios sont quasiment les mêmes aux prix courants et aux prix de 2015.

---

<sup>1</sup> Dans un référé de 2017, la Cour des comptes notait que la France déclarait à l'OTAN ses dépenses militaires sur un champ plus restrictif que d'autres pays. Elle ne citait pas l'Allemagne mais visait peut-être ce pays.

**Les dépenses militaires en % du PIB en 2023**

	Eurostat prix courants	OTAN prix courants
France	1,8	2,0
Allemagne	1,1	1,6
Italie	1,2	1,5
Espagne	0,9	1,2
Pays-Bas	1,3	1,5
Belgique	0,9	1,2
Pologne	2,1	3,3
Suède	1,8	1,7
Royaume-Uni		2,3
Etats-Unis		3,2

Source : Eurostat ; OTAN ; FIPECO

Selon l'OTAN, les dépenses militaires en dollars étaient en 2023 de 875 Md\$ aux Etats-Unis, de 77 Md\$ au Royaume-Uni, de 73 Md\$ en Allemagne, de 59 Md\$ en France, de 34 Md\$ en Italie, de 28 Md\$ au Canada et de 27 Md\$ en Pologne.